Conférence internationale des Sargasses : quel bilan en tirer ?

La Conférence internationale des Sargasses avait pour objectif de réunir du 23 au 26 octobre 2019 dans un même lieu les experts scientifiques, les solutions déjà existantes, les bailleurs de fonds et les décideurs politiques afin de mettre par la suite d’une politique commune de coopération pour traiter ensemble de la problématique sargasses qui concerne l’ensemble de la Grande Caraïbe.

Globalement, la Conférence a rempli son objectif puisqu’elle a débouché sur une déclaration commune sur les Sargasses afin de mettre en place une politique de coopération commune de lutte contre l’algue brune. Parmi les mesures citées, il y a la création d’une plateforme d’information et d’un centre de télédétection afin de prévenir et prendre les dispositifs nécessaires en cas de flux importants.

La Conférence internationale des Sargasses a permis de faire un état des lieux international de la connaissance sur les sargasses et les enjeux qu’elles représentent. En effet, des représentants diplomatiques et universitaires internationaux étaient présents : de la Floride au Brésil en passant également par plusieurs représentants d’institutions caribéennes sur l’agriculture, la pêche et l’industrie.

Cette algue a toujours existé – Christophe Colomb en parlait déjà dans ses récits - et elle peut constituer une véritable ressource en mer. Les radeaux de sargasses constituent un abri pour les petits poissons qui attirent les plus gros et par conséquent, ils participent à l’écosystème marin.

En revanche, le problème de pollution provient de la démultiplication de ce phénomène et l’échouement massif sur les littoraux où les algues se putrifient et dégagent des gaz à l’origine de la fermeture d’établissements scolaires et touristiques et de la destruction de matériel électronique. Les experts ont révélé la présente de fer, d’arsenic et de mercure qui constituent un défi sanitaire pour les populations mais également la faune et la flore. De plus, il semblerait que les sargasses s’imprègnent des éléments toxiques de leur environnement puisque la présence de chlordécone a été détectée sur les échantillons relevés en Guadeloupe.

Mais concrètement les experts n’étaient pas en mesure d’expliquer les raisons de l’ampleur du phénomène car l’état de la recherche ne l’a pas encore permis. Il y a sans doute une corrélation avec le réchauffement climatique et des activités humaines mais le facteur de pesticides rejetés par l’embouchure du Brésil reste notamment à démontrer pour l’instant. Les représentants de nombreux bailleurs de fonds comme la BPI France, l’Agence Française de Développement et l’Union européenne ont permis de montrer qu’il y a des fonds disponibles qui peuvent être débloqués pour faire avancer la recherche et travailler sur plusieurs expérimentations de valorisation des sargasses.

De nombreux projets ont été mis en avant, notamment durant la Sarg’Expo qui a permis de valoriser le travail d’une quarantaine d’acteurs privés ou publics. Parmi eux, les engrais issus du compostage des sargasses, la fabrication de plastique biosourcé, de papier et d’emballage biodégradables, ou encore l’utilisation des sargasses pour produire de l’énergie à partir de la biolyse. Néanmoins, il faut garder à l’esprit que les sargasses peuvent devenir une source économique, mais à condition d’être collectée et stockée dans les meilleures conditions et d’avoir également un plan d’affaire solide étant donné l’imprévisibilité de la ressource.

De manière globale, il aurait été plus intéressant de demander durant cette conférence aux experts de répondre à une problématique précise afin de favoriser les échanges entre eux et avec le public. Le programme était très chargé, certains sujets semblaient se répéter et il aurait été plus intéressant de regrouper certaines présentations pour dégager des pistes de réflexion. De plus, certains questions, primordiales pour les populations, sont restées sans réponse, notamment sur la prise en compte de la sargasse comme « catastrophe » dans la réglementation pour pouvoir débloquer les assurances. Ou encore la récupération en mer des sargasses comme certains pays le font actuellement qui n’est jusqu’à présent pas recommandée par l’ADEME et ses partenaires. Des participants ont également exprimé leurs inquiétudes sur des solutions tournées davantage pour le secteur touristique que pour les autres secteurs qui font vivre une partie de la population comme la pêche ou l’agriculture.

Enfin, la Conférence internationale des Sargasses a montré que la Guadeloupe nécessite davantage de compétences pour l’organisation d’un événement d’une telle ampleur. Très clairement, il aurait été intéressant de travailler autant sur la forme que sur le fond de la conférence car l’accueil n’était pas vraiment au rendez-vous. Entre autres, le manque d’eau à disposition, les soucis de protocole, le manque d’accompagnement des invités, la mauvaise gestion des places, les retards auraient pu être évités. Cependant, la Guadeloupe a montré qu’elle pouvait constituer un point d’encrage stratégique dans le milieu de coopération, faisant le pont entre une pluralité d’acteurs et de territoires. A voir si cet événement sera le début d’une véritable politique d’intégration aux problématiques régionales ou juste la volonté de deux hommes…

Marina Moutou